Le Moniteur

Paraissant
Le Lundi et le Jeudi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAITI

DIRECTEUR GENERAL
Willems Edouard

160ème Année - Spécial No. 11 | **PORT-AU-PRINCE** | *Vendredi 28 Octobre 2005*

SOMMAIRE

DÉCRET ÉTABLISSANT
LE BUDGET GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE
2005 – 2006

NUMÉRO SPÉCIAL

LIBERTÉ **ÉGALITÉ** **FRATERNITÉ**
RÉPUBLIQUE D'HAITI

DÉCRET

Me. BONIFACE ALEXANDRE
PRÉSIDENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE

- Vu les Articles 27-1, 88, 89, 94, 105, 111, 111-1, 111-2, 125, 125-1, 126, 128, 136, 144, 150, 159, 161, 163, 217, 220, 222, 223, 227, 227-1, 227-2, 227-3, 227-4, 228, 228-1, 231, 231-1, 233 et 235 de la Constitution;
- Vu l'entente convenue entre la Communauté Internationale, les Organisations de la Société Civile et les Partis Politiques portant création de la Commission Tripartite et du Conseil des Sages;
- Vu l'Accord de Consensus sur la Transition Politique du 4 avril 2004;
- Vu les Articles 130, 131, 132, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140 et 141 du Code Pénal;

- Vu le Décret du 13 septembre 1962 créant l'Administration Générale des Douanes;
- Vu la Loi du 19 août 1963 relative à la Dette Publique Interne et Externe de l'État;
- Vu la Loi du 26 août 1870 sur la responsabilité des fonctionnaires et employés de l'Administration Publique;
- Vu la Loi du 16 août 1979 annulant toutes les affectations de Recettes ainsi que les Comptes Spéciaux qui s'y rattachent;
- Vu la Loi du 17 août 1979 remplaçant la Banque Nationale de la République d'Haïti (BNRH) par deux (2) Institutions autonomes : La Banque de la République d'Haïti (BRH) et la Banque Nationale de Crédit (BNC);
- Vu la Loi du 22 août 1983 sur le recouvrement des créances de l'État;
- Vu le Décret du 4 novembre 1983 créant la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif;
- Vu le Décret du 4 octobre 1984 créant le Fonds d'Investissement Public;
- Vu l'Arrêté du 17 septembre 1985 fixant les modalités d'application du Décret du 4 octobre 2004 sur le Fonds d'Investissements Publics;
- Vu le Décret du 5 mars 1987 relatif au Code Douanier;
- Vu le Décret du 5 mars 1987 réorganisant l'Office du Budget;
- Vu le Décret du 13 mars 1987 réorganisant le Ministère de l'Économie et des Finances;
- Vu le Décret du 28 septembre 1987 modifiant les structures de la Direction Générale des Impôts;
- Vu le Décret du 10 mars 1989 définissant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe;
- Vu le Décret du 16 octobre 2004 modifiant les législations régissant la Pension Civile de Retraite;
- Vu le Décret du 10 novembre 2004 modifiant la loi du 3 septembre 1971 sur les accises et les articles 2, 2.1 et 3 de la Loi de Finances 2002 - 2003;
- Vu le Décret du 3 décembre 2004 fixant la réglementation des Marchés Publics, de Services, de Fournitures et de Travaux;
- Vu le Décret du 16 février 2005 sur la préparation et l'exécution des Lois de Finances;
- Vu l'Arrêté du 16 février 2005 portant règlement général de la Comptabilité Publique;
- Vu le Décret du 17 mai 2005 portant révision du statut général de la Fonction Publique;
- Vu le Décret du 17 mai 2005 portant organisation de l'Administration Centrale de l'État;
- Vu le Décret du 1er juin 2005 réunissant en un seul texte les modifications apportées au Décret du 4 avril 1979 sur la circulation des véhicules;
- Vu le Décret du 29 septembre 2005 modifiant celui du 29 septembre 1986 relatif à l'Impôt sur le Revenu;
- Vu le décret du 29 septembre 2005 modifiant celui du 28 septembre 1987 sur la Carte d'Identité Fiscale;
- Vu le Décret du 29 septembre 2005 portant amendement de la loi du 22 juillet 1996 relative au statut du Commissionnaire en Douane;

- Vu le Décret du 29 septembre 2005 portant amendement du Code Douanier pour adapter certaines de ses dispositions aux mesures de facilitation de dédouanement des marchandises;
- Vu le Décret du 29 septembre 2005 modifiant la loi du 19 septembre 1996 portant création d'une prime dénommée "Part de saisie payable aux Indicateurs d'Infraction Douanière";
- Considérant qu'il est impératif pour l'État d'arrêter des mesures budgétaires conformes au programme économique et financier établi par les Pouvoirs Publics;
- Considérant que le Pouvoir Législatif est, pour le moment, inopérant et qu'il y a alors lieu pour le Pouvoir Exécutif de légiférer par Décrets sur les objets d'intérêt public;
- Considérant qu'il convient, à travers le Budget Général, de fixer les crédits devant assurer le fonctionnement des différents Services de l'Administration ainsi que la mise en œuvre du programme du gouvernement pour la période allant du 1er octobre 2005 au 30 septembre 2006 et d'en assurer le financement par l'établissement des Voies et Moyens.
- Sur le rapport des Ministres de l'Économie et des Finances et de la Planification et de la Coopération Externe et après délibération en Conseil des Ministres;

DÉCRÈTE

TITRE I

CHAPITRE I
DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Article 1.- Les impôts, droits et taxes existant au 30 septembre 2005 au profit de l'État et des Collectivités Territoriales sont prorogés pour l'exercice fiscal 2005-2006 et leurs produits seront recouvrés d'après les Lois, Décrets-lois et Décrets qui en règlent la perception.

Article 2.- Les impôts, droits et taxes ainsi que les autres ressources à recouvrer au profit du Budget de la République pour l'exercice 2005-2006, complétés par les produits des dons et emprunts sont estimés globalement à TRENTE-SIX MILLIARDS CINQ CENT VINGT-TROIS MILLIONS SIX CENT SOIXANTE-ET-UN MILLE SIX CENT QUARANTE-TROIS GOURDES ET 00/100 (GDES 36 523 661 643.00). Leur répartition est donnée dans les tableaux présentés à l'article 5 du présent Décret.

CHAPITRE II
DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Article 3.- Les crédits du Budget de l'exercice 2005-2006 sont fixés globalement à TRENTE-SIX MILLIARDS CINQ CENT VINGT TROIS MILLIONS SIX CENT SOIXANTE-ET-UN MILLE SIX CENT QUARANTE-TROIS GOURDES ET 00/100 (GDES 36 523 661 643.00) répartis dans les tableaux présentés aux articles 5 et 6 du présent Décret.

CHAPITRE III
DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Article 4.- Les conditions d'équilibre du Budget de l'exercice 2005-2006 sont assurées par les opérations de perception de recettes, complétées par les dispositions relatives à la prise en compte des charges de trésorerie comme indiqué à l'article 5 ci-après .

CHAPITRE IV
TABLEAU D'ÉQUILIBRE DU BUDGET

Article 5.- Le Budget de la République pour l'exercice fiscal qui débute le 1er octobre 2005 pour s'achever le 30 septembre 2006 est ainsi établi :

TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT

OPERATIONS	PREVISION 2005 - 2006
A- RESSOURCES TOTALES (B)	**17 362 038 257**
B- RECETTES COURANTES	**17 362 038 257**
Recettes Internes	11 931 379 912
Recettes Douanières	5 185 040 088
Autres Ressources Internes	245 618 257
C- DEPENSES COURANTES (i + ii)	**17 128 952 968**
i- Fonctionnement de l'Adm. Centrale	**15 451 067 886**
Personnel	7 148 623 310
Biens & Services	3 923 487 836
Quotes-parts et subventions	4 378 956 740
ii- Intérêts et frais financiers	1 677 885 082
Dette Interne	842 600 000
Dette Externe	835 285 082
D- SOLDE COURANT (B-C)	**233 085 289**
E- DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**17 286 351 556**
Prog. & projet	16 874 856 626
Contrepartie locale	1 638 876 057
Trésor Public	1 538 933 240
AFC	99 942 817
A financement externe	15 235 980 569
Immobilisation	411 494 930
F- DEPENSES EXCEPTIONNELLES	**170 000 000**
Elections	170 000 000
G- DEPENSES TOTALES (C+E+F)	**34 585 304 524**
H- SOLDE GLOBAL	**(17 223 266 267)**
I- DONS	**7 545 337 282**

i- Support budgétaire	1 782 200 000
USAID (USD 7,0 millions)	294 000 000
CANADA	
FRANCE (Euros 1 million)	50 400 000
ESPAGNE (2 millions Eu)	100 800 000
Banque Mondiale (USD (5.83+2) millions)	329 000 000
Autre financement (20 millions Eu)	1 008 000 000
ii- Financement des Programmes et projets	**5 763 137 282**
ACDI	603 500 000
BID	665 151 765
Banque Mondiale	20 000 000
Taiwan	344 000 000
Union Européenne	3 567 720 000
USAID	562 765 517
PL-480	
J- SOLDE GLOBAL INCLUANT DONS (H+I)	**(9 677 928 985)**
K- FINANCEMENT EXTERNE NET (i+ii+iii+iv)	**9 339 986 168**
i- Décaissement	**1 417 500 000**
Banque Mondiale (USD 8,75 millions)	367 500 000
BID (USD 25 millions)	1 050 000 000
ii- Financement des Programmes et projets	**9 472 843 287**
BID	9 400 943 287
Banque Mondiale	64 400 000
Union Européenne	7 500 000
iii- Amortissement de la dette	**(1 795 357 119)**
Amort. Externe	(1 795 357 119)
iv- Arriérés	**245 000 000**
Accumulation	245 000 000
Réduction	-
L- FINANCEMENT INTERNE NET	**337 942 817**
BRH	381 000 000
Amort. Interne	(143 000 000)
AFC	99 942 817
M- CAPACITE / BESOIN DE FINANCEMENT (J+K+L)	-

TABLEAU RESSOURCES - EMPLOIS

VOIES ET MOYENS	36 523 661 643	CREDITS	36 523 661 643
RESSOURCES TOTALES (INCLUANT DONS)	**24 907 375 539**		
Ressources Domestiques	**17 362 038 257**	**Dépenses de Fonct. & Transferts**	**17 298 952 969**
Recettes Internes	11 931 379 912	Dépenses de Personnel	7 148 623 310
Recettes Douanières	5 185 040 088	Dépenses de Services & Charges Diverses	2 338 407 840
Autres Ressources Internes	245 618 257	Achat de Biens de Consom.& Petit Matériel	857 185 532
dont transferts dividendes entreprises modernisées		Subventions, Quotes-parts Contrib. Allocation & Idemnisations	4 378 956 740
		Autres Dépenses Publiques	2 575 779 547
Solde Courant(Hors Dons)			**63 085 288**
Ressources Externes	7 545 337 282		
Dons	7 545 337 282		
i- Support budgétaire	**1 782 200 000**		
USAID (USD 7,0 millions)	294 000 000		
CANADA	0		
FRANCE (Euros 1 million)	50 400 000		
ESPAGNE (2 millions Eu)	100 800 000		
Banque Mondiale (USD (5.83+2) millions)	329 000 000		
Autre financement	1 008 000 000		
ii-Financement des Programmes et projets	5 763 137 282		
ACDI	603 500 000		
BID	665 151 765		
Banque Mondiale	20 000 000		
Taiwan	344 000 000		
Union Européenne	3 567 720 000		
USAID	562 765 517		
Solde Courant:(incluant dons)			**7 608 422 570**
FINANCEMENT	**11 616 286 104**	Dépenses de Capital	19 224 708 674
1- FINANCEMENT EXTERNE	11 135 343 287		
EMPRUNTS	**10 890 343 287**	Programmes et Projets	16 874 856 626
i- Support budgétaire	1 417 500 000		
Banque Mondiale (USD 8.75 millions)	367 500 000		
BID (USD 25 millions)	1 050 000 000	Immobilisation	411 494 930
ii-Financement des Programmes et projets	**9 472 843 287**		
BID	9 400 943 287	Amortissement de la Dette	1 938 357 118
Banque Mondiale	64 400 000		
Union Européenne	7 500 000		
ARRIERES	**245 000 000**		
Accumulation	245 000 000		
2- FINANCEMENT INTERNE	**480 942 817**		
i-BRH	381 000 000		
ii-AFC	99 942 817		
3- CAPACITE / BESOIN DE FINANCEMENT	**0**		

TITRE II

CHAPITRE I
DETAILS DES OPERATIONS

Article 6.- Les Crédits ouverts au Budget de l'État pour l'exercice 2005 - 2006 sont ainsi répartis :

	CREDITS DE FONCTIONNEMENT				AUTRES DEPENSES	CREDITS D'INVESTISSEMENT		TOTAL
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENT. & QUOTES-PARTS	SOUS-TOTAL		IMMOBILI-SATION	PROG. ET PROJETS	
POUVOIR EXECUTIF	6 480 133 557	4 873 355 901	4 095 270 740	15 448 760 198	776 113 265	363 726 675	16 808 656 626	33 397 256 764
SECTEUR ECONOMIQUE	1 336 491 724	506 871 488	622 030 288	2 465 393 500	0	59 705 489	15 597 256 626	18 122 355 615
1111-MIN. DE LA PLAN. ET DE LACOOP. EXT.	89 504 066	16 704 500	159 662 902	265 871 468	0	5 550 000	366 750 000	638 171 468
1111-1-SERVICES INTERNES	89 504 066	16 704 500	136 475 500	242 684 066	0	5 550 000	353 750 000	601 984 066
1111-2-13- CTPEA	0	0	14 499 402	14 499 402	0	0	10 000 000	24 499 402
1111-2-14- CONSEIL NATL COOPERATIVES	0	0	8 688 000	8 688 000	0	0	3 000 000	11 688 000
1112-MIN. DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES	644 942 793	379 157 549	336 464 729	1 360 565 071	0	40 409 922	778 400 000	2 179 374 993
1112-1-SERVICES INTERNES	118 284 367	55 946 539	13 450 000	187 680 906	0	7 800 000	737 000 000	932 480 906
1112-2-13-IHSI	26 891 000	5 031 000	254 729	32 176 729	0	1 450 000	35 400 000	69 026 729
1112-2-14- DIRECTION GENERALE DU BUDGET	24 904 993	13 034 385	240 000	38 179 378	0	4 412 922	0	42 592 300
1112-2-15- DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	302 650 500	245 056 000	1 500 000	549 206 500	0	21 777 000	0	570 983 500
1112-2-16-ADM. GENERALE DES DOUANES	167 877 133	57 796 644	270 370 000	496 043 777	0	4 470 000	0	500 513 777
1112-2-17-BUR. SEC. D'ETAT DES FINANCES	4 334 800	2 292 981	400 000	7 027 781	0	500 000	0	7 527 781
1112-2-19-FAES	0	0	11 250 000	11 250 000	0	0	6 000 000	17 250 000
1112-2-21-UNITE DE LUTTE CONTRE LA COR.	0	0	20 000 000	20 000 000	0	0	0	20 000 000
1112-2-22-ECOLE NAT. D'ADMINISTRAT. FIN.	0	0	14 000 000	14 000 000	0	0	0	14 000 000
1112-2-23-COMMISSION INTERM. DES INVEST.	0	0	1 000 000	1 000 000	0	0	0	1 000 000
1112-2-24-FONDS DE DEV. FRONTALIER	0	0	4 000 000	4 000 000	0	0	0	4 000 000
1113-MIN. DE L'AGR. DES RES. NAT. & DU DEV. RUR.	261 715 221	35 686 317	13 916 058	311 317 596	0	1 275 000	913 163 240	1 225 755 836
1113-1-SERVICES INTERNES	202 354 591	28 986 583	13 916 058	245 257 232	0	500 000	404 163 240	649 920 472
1113-2-13-ODVA	34 000 010	3 481 135	0	37 481 145	0	775 000	509 000 000	547 256 145
1113-2-14-INARA	25 360 620	3 218 599	0	28 579 219	0	0	0	28 579 219
1114-MIN. DES TRAV. PUB. TRANSP. & COMM.	204 932 562	46 202 121	82 204 006	333 338 689	0	9 740 567	12 901 363 386	13 244 442 642
1114-1-SERVICES INTERNES	167 346 237	38 469 763	1 567 000	207 383 000	0	7 613 000	12 885 163 386	13 100 159 386
1114-2-13-SNEP	0	0	8 254 000	8 254 000	0	0	1 200 000	9 454 000
1114-2-14-SERV. GEODESIE. CART. & TOPOGR.	3 606 944	1 151 256	0	4 758 200	0	398 450	0	5 156 650
1114-2-15-LNBTP	0	0	6 694 000	6 694 000	0	0	5 000 000	11 694 000
1114-2-16-ONACA	15 512 290	1 013 710	0	16 526 000	0	0	5 000 000	21 526 000
1114-2-17-SEMANAH	0	0	10 500 000	10 500 000	0	0	5 000 000	15 500 000
1114-2-18-CONATEL	0	0	4 536 000	4 536 000	0	0	0	4 536 000
1114-2-19-BUR. MINES ET ENERGIE	18 467 091	5 567 392	0	24 034 483	0	1 729 117	0	25 763 600
1114-2-20-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	0	0	5 000 000	5 000 000	0	0	0	5 000 000
1114-2-21-CENTRE NATIONAL EQUIPEMENTS	0	0	45 653 006	45 653 006	0	0	0	45 653 006
1115-MIN. DU COMM. ET DE L'INDUSTRIE	52 503 480	9 396 764	29 382 593	91 282 837	0	1 200 000	216 580 000	309 062 837
1115-1-SERVICES INTERNES	52 503 480	9 396 764	629 922	62 530 166	0	1 200 000	216 580 000	280 310 166
1115-2-13 OFFICE DES POSTES D'HAITI	0	0	6 240 000	6 240 000	0	0	0	6 240 000
1115-2-14 BUR. DE C. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	0	0	10 139 963	10 139 963	0	0	0	10 139 963
1115-2-15 DIR. GEN.DES ZONES FRANCHES	0	0	12 372 708	12 372 708	0	0	0	12 372 708
1116-MIN. DE L'ENVIRONNEMENT	50 331 589	8 248 750	0	58 580 339	0	0	411 000 000	469 580 339
1116-1-SERVICES INTERNES	50 331 589	8 248 750	0	58 580 339	0	0	411 000 000	469 580 339
1117-MIN. DU TOURISME	32 562 013	11 475 487	400 000	44 437 500	0	1 530 000	10 000 000	55 967 500
1117-1-SERVICES INTERNES	27 639 708	10 454 301	400 000	38 494 009	0	1 530 000	10 000 000	50 024 009
1117-2-11-ECOLE HÔTELIERE	4 922 305	1 021 186	0	5 943 491	0	0	0	5 943 491

	CREDITS DE FONCTIONNEMENT				AUTRES DEPENSES	CREDITS D'INVESTISSEMENT		TOTAL
	DEPENSES	BIENS ET SERVICES	SUBVENT. & QUOTES-PARTS	SOUS-TOTAL		IMMOBILI-SATION	PROG. ET PROJETS	
SECTEUR POLITIQUE	**2 043 204 667**	**2 129 648 207**	**292 110 085**	**4 464 962 959**	**90 663 066**	**49 028 884**	**44 500 000**	**4 649 154 909**
1211- MIN. DE LA JUSTICE	1 749 447 642	695 899 930	62 430 100	2 507 777 672	6 663 066	29 521 196	40 000 000	2 560 661 934
1211-1-SERVICES INTERNES	78 294 154	16 316 590	850 100 95	460 844	0	2 002 181	40 000 000	137 463 025
1211-2-16- PNH	1 671 153 488	679 583 340	1 280 000	2 352 016 828	0	27 519 015	0	2 379 535 843
1211-2-17-UCREF	0	0	25 000 000	25 000 000	0	0	0	25 000 000
1211-2-18-BUR. DU SEC. D'ETAT A LA SEC. PUB.	0	0	0	0	6 663 066	0	0	6 663 066
1211-2-19- OFFICE NAT. D'IDENTIFICATION	0	0	12 000 000	12 000 000	0	0	0	12 000 000
1212- MIN. DES HAITIENS V. À L'ETRANGER	**23 188 735**	**9 200 753**	**0**	**32 389 488**	**0**	**400 000**	**4 500 000**	**37 289 488**
1212-1-SERVICES INTERNES	23 188 735	9 200 753	0	32 389 488	0	400 000	4 500 000	37 289 488
1213-MIN. DES AFFAIRES ÉTRANGERES	52 809 382	711 907 756	0	764 717 138	0	2 390 000	0	767 107 138
1213-1-SERVICES INTERNES	52 809 382	711 907 756	0	764 717 138	0	2 390 000	0	767 107 138
1214- LA PRESIDENCE	**77 715 232**	**520 250 987**	**1 500 000**	**599 466 219**	**0**	**4 200 000**	**0**	**603 666 219**
1214-1-SERVICES INTERNES	77 715 232	520 250 987	1 500 000	599 466 219	0	4 200 000	0	603 666 219
1215-PRIMATURE	**43 420 397**	**175 045 781**	**93 379 985**	**311 846 163**	**84 000 000**	**10 717 688**	**0**	**429 863 851**
1215-1-SERVICES INTERNES	38 058 043	172 226 823	5 000 000	215 284 866	0	10 400 000	0	225 684 866
1215-2-14-CEFOPAFOP	5 362 354	2 818 958	0	8 181 312	0	317 688	0	8 499 000
1215-2-15-CONSEIL DES SAGES	0	0	6 250 000	6 250 000	0	0	0	6 250 000
1215-2-16-CONSEIL DE MODERN.DES ENT. PUB.	0	0	29 604 610	29 604 610	0	0	0	29 604 610
1215-2-17-COM. NAT. DE LUTTE C. LA DROGUE	0	0	23 300 000	23 300 000	0	0	0	23 300 000
1215-2-18-BUR. ORDONNATEUR NATL	0	0	13 525 375	13 525 375	0	0	0	13 525 375
1215-2-19-COMM. NAT. INTERIM. PASS. MARCHES	0	0	30 000 000	30 000 000	0	0	0	30 000 000
1215-2-20-BUR. GESTION MILITAIRES DEM	0	0	9 000 000	9 000 000	0	0	0	9 000 000
1215-2-21-CONSEIL SUPERIEUR POLICE NAT.	0	0	0	0	84 000 000	0	0	84 000 000
1216-MIN. DE L'INTERIEUR	**96 623 279**	**17 343 000**	**134 800 000**	**248 766 279**	**0**	**1 800 000**	**0**	**250 566 279**
1216-1-SERVICES INTERNES	96 623 279	17 343 000	3 400 000	117 366 279	0	1 800 000	0	119 166 279
1216-2-14 SUBV. ORG. PUBLICS/PRIVES	0	0	3 000 000	3 000 000	0	0	0	3.000.000
1216-2-15 OSAHM	0	0	2 400 000	2 400 000	0	0	0	2 400 000
1216-2-17 SMCRS	0	0	126 000 000	126 000 000	0	0	0	126 000 000
SECTEUR SOCIAL	**3 035 912 480**	**447 589 506**	**855 431 098**	**4 338 933 084**	**6 000 000**	**84 514 807**	**1 076 900 000**	**5 506 347 891**
1311-MENJS	**2 070 310 046**	**316 009 544**	**837 825 645**	**3 224 145 235**	**0**	**71 637 969**	**700 000 000**	**3 995 783 204**
1311-1-SERVICES INTERNES	1 845 883 444	275 777 689	819 464 862	2 941 125 995	0	64 933 469	589 000 000	3 595 059 464
1311-2-13-BUREAU DE L'ALPHABETISATION	33 587 959	12 586 289	200 000	46 374 248	0	3 250 000	0	49 624 248
1311-2-14-BUR. SECRE. D'ETAT JEUN./SPORTS	85 652 607	15 590 000	12 872 978	114 115 585	0	1 000 000	91 000 000	206 115 585
1311-2-15-COM. NAT. DE COOP. AVEC L'UNESCO	6 562 918	1 510 566	0	8 073 484	0	54 500	0	8 127 984
1311-2-17-INFP	98 623 118	10 545 000	1 700 000	110 868 118	0	2 400 000	20 000 000	133 268 118
1311-2-18-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	0	0	3 587 805	3 587 805	0	0	0	3 587 805
1312-MIN. DES AFFAIRES SOCIALES	132 308 814	17 741 711	7 911 453	157 961 978	6 000 000	6 039 838	32 500 000	202 501 816
1312-1-SERVICES INTERNES	98 296 867	11 656 366	7 416 363	117 369 596	0	4 700 402	20 000 000	142 069 998
1312-2-13-INS. BIEN ETRE SOC. ET DE RECH.	15 868 895	1 541 484	150 000	17 560 379	0	145 000	0	17 705 379
1312-2-14-EPPLS	9 018 315	2 127 000	0	11 145 315	0	1 081 124	12 500 000	24 726 439
1312-2-15-OFFICE NATIONAL MIGRATION	9 124 737	2 416 861	345 090	11 886 688	0	113 312	0	12 000 000
1312-2-18-BUR. DU SEC. D'ETAT AUX AFF. SOC.	0	0	0	0	6 000 000	0	0	6 000 000
1313-MIN. DE LA SANTE PUB. ET DE LA POP.	804 025 625	107 622 194	9 344 000	920 991 819	0	6 717 000	339 400 000	1 267 108 819
1313-1-SERVICES INTERNES	804 025 625	107 622 194	800 000	912 447 819	0	6 717 000	339 400 000	1 258 564 819
1313-2-14-11-SUBV. ORG. PRIVES/PUBLICS	0	0	8 544 000	8 544 000	0	0	0	8 544 000
1314-MIN. A LA CON. FEM. AUX D. DE LA FEMME	29 267 995	6 216 057	350 000	35 834 052	0	120 000	5 000 000	40 954 052
1314-1-SERVICES INTERNES	29 267 995	6 216 057	350 000	35 834 052		120 000	5 000 000	40 954 052
SECTEUR CULTUREL	**64 524 686**	**111 361 617**	**170 743 456**	**346 629 759**	**0**	**10 901 181**	**90 000 000**	**447 530 940**
1411-MIN. DES CULTES	**20 266 819**	**6 374 393**	**45 500 000**	**72 141 212**	**0**	**3 791 181**	**0**	**75 932 393**
1411-1-SERVICES INTERNES	20 266 819	6 374 393	45 500 000	72 141 212		3 791 181	0	75 932 393

	CREDITS DE FONCTIONNEMENT				AUTRES DEPENSES	CREDITS D'INVESTISSEMENT		TOTAL
	DEPENSES	BIENS ET SERVICES	SUBVENT. & QUOTES-PARTS	SOUS-TOTAL		IMMOBILI-SATION	PROG. ET PROJETS	
1412-MIN. DE LA CULTURE	44 257 867	104 987 224	125 243 456	274 488 547	0	7 110 000	90 000 000	371 598 547
1412-1-SERVICES INTERNES	32 409 638	27 383 850	1 000 000	60 793 488	0	6 000 000	90 000 000	156 793 488
1412-2-13-ENARTS	11 848 229	2 552 764	100 000	14 500 993	0	1 110 000	0	15 610 993
1412-2-14-INST. SAUVEGARDE PATRIMOINE NAT.	0	0	6 249 729	6 249 729	0	0	0	6 249 729
1412-2-15-THEATRE NATIONAL	0	0	9 946 000	9 946 000	0	0	0	9 946 000
1412-2-16-MUPANAH	0	0	7 405 546	7 405 546	0	0	0	7 405 546
1412-2-17-BUREAU D'ETHNOLOGIE	0	0	3 845 880	3 845 880	0	0	0	3 845 880
1412-2-18-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	0	0	15 180 938	15 180 938	0	0	0	15 180 938
1412-2-19-ARCHIVES NATIONALES	0	0	11 581 874	11 581 874	0	0	0	11 581 874
1412-2-20-TELEVISION NATIONALE D'HAITI	0	0	50 200 000	50 200 000	0	0	0	50 200 000
1412-2-21-RADIO NATIONALE D'HAITI	0	0	19 733 489	19 733 489	0	0	0	19 733 489
1412-2-23-ACTIVITÉS CULTURELLES	0	75 050 610	0	75 050 610	0	0	0	75 050 610
AUTRES ADMINISTRATIONS	0	1 677 885 083	2 154 955 813	3 832 840 896	679 450 199	159 576 314	0	4 671 867 409
1511- INTERVENTIONS PUBLIQUES	0	0	2 154 955 813	2 154 955 813	679 450 199	159 576 314	0	2 993 982 326
SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION			86 918 147	86 918 147			0	86 918 147
AUTRES INSTITUTIONS			99 996 000	99 996 000			0	99 996 000
AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES			1 968 041 666	1 968 041 666	679 450 199	159 576 314	0	2 807 068 179
1512- DETTE PUBLIQUE	0	1 677 885 083	0	1 677 885 083	0	0	0	1 677 885 083
1512-1-11-INST. FIN. CREATRICES DE MONNAIE		840 000 000		840 000 000			0	840 000 000
1512-1-12-AUTRES INSTITUT. FINANCIERES		2 600 000		2 600 000			0	2 600 000
1512-2-11-DETTE MULTILATERALE		757 442 585		757 442 585			0	757 442 585
1512-2-12-DETTE BILATERALE		77 842 498		77 842 498			0	77 842 498
POUVOIR LEGISLATIF	292 270 667	85 697 988	5 341 000	383 309 655	0	39 272 812	0	422 582 467
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	91 340 415	27 015 000	4 402 300	122 757 715		4 195 000	0	126 952 715
2212- CHAMBRE DES DEPUTES	200 930 252	58 682 988	938 700	260 551 940	0	35 077 812	0	295 629 752
POUVOIR JUDICIAIRE	238 983 803	9 479 948	0	248 463 751	0	1 239 513	0	249 703 264
3211- CONSEIL SUP. DE LA MAGISTRATURE	238 983 803	9 479 948	0	248 463 751	0	1 239 513	0	249 703 264
3211-1-11- ADMINISTRATION GENERALE	0	0	0	0		0	0	0
3211-2-12- COUR DE CASSATION	21 608 024	2 471 726	0	24 079 750	0	1 015 000	0	25 094 750
3211-1-13- COUR D'APPEL	25 350 999	1 706 823	0	27 057 822		200	0	27 058 022
3211-2-14- TRIBUNAUX	192 024 780	5 301 399	0	197 326 179	0	224 313	0	197 550 492
ORGANISMES INDEPENDANTS	137 235 283	26 725 817	278 345 000	442 306 100	0	7 255 930	66 200 000	515 762 030
4111-COUR SUP. DES COMP.S ET DU CONT. ADM.	90 146 976	14 187 500	1 000 000	105 334 476		1 621 000	5 000 000	111 955 476
4211- CONSEIL ELECTORAL	43 004 804	9 463 000	0	52 467 804	0	4 942 750	11 200 000	68 610 554
4212- OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	4 083 503	3 075 317	0	7 158 820	0	692 180	0	7 851 000
4311- UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	0	0	277 345 000	277 345 000	0	0	50 000 000	327 345 000
AMORTISSEMENT DETTE PUBLIQUE					1 938 357 118		0	1 938 357 118
AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES					23 000 000		0	23 000 000
AUTRES CREANCIERS INTERIEURS					120 000 000		0	120 000 000
DETTE MULTILATERALE					1 695 998 658		0	1 695 998 658
DETTE BILATERALE					99 358 460		0	99 358 460
TOTAL	7 148 623 310	4 995 259 654	4 378 956 740	16 522 839 704	2 714 470 383	411 494 930	16 874 856 626	36 523 661 643

Article 6.1.- L'utilisation des subventions accordées aux institutions privées ou para-publiques est assujettie au contrôle du Ministère directement concerné, à celui du Ministère de l'Économie et des Finances et à celui de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.

Article 6.2.- Toutes les recettes perçues par les Organismes Publics doivent faire l'objet d'un contrôle strict de la part des institutions de tutelle. Ces dernières doivent approuver les barèmes et taux établis et veiller à ce qu'ils reçoivent la plus large diffusion possible. Les dépenses financées par de telles recettes doivent être pleinement justifiées.

Article 7.- Les crédits ouverts dans le Budget Général et mis à la disposition des entités administratives sont affectés à un service ou à un ensemble de services. Ils sont spécialisés par Institution groupant les dépenses selon la nature ou lèur destination. Ils peuvent être limitatifs, évaluatifs ou provisionnels.

Article 7.1.- Sont considérés comme crédits évaluatifs dans le présent Budget Général les crédits destinés au service de la Dette Publique et ceux figurant au Chapitre «Interventions Publiques », prévus à la couverture de Frais de Justice, réparations civiles, dégrèvements et restitutions.

Article 7.2.- Les alinéas des «Autres Interventions Publiques» du Chapitre Budgétaire «Interventions Publiques » ayant valeur de crédits provisionnels font l'objet d'une liste présentée en annexe.

Article 8.- Tous les crédits qui ne sont pas considérés aux articles 7.1 et 7.2 sont des crédits limitatifs. Ils sont ouverts pour les dépenses dont la répartition, par Institution, Chapitre, Section et Article de Dépenses, déterminera la spécialisation des autorisations.

Article 9.- Les ressources prévues pour le financement des Programmes et Projets d'Investissements Publics seront déposées par tranche mensuelle sur le COMPTE SPECIAL DU TRESOR POUR LE DEVELOPPEMENT conformément à l'Arrêté fixant les modalités du Décret du 4 octobre 1984 sur les Fonds d'Investissements Publics.

Article 10.- Le Ministère de l'Économie et des Finances établit avec les ordonnateurs les détails des articles budgétaires contenus dans le présent budget général et en informe la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.

Article 11.- L'évaluation des champs de taxation, des emprunts, des dons, ainsi que la répartition des crédits de fonctionnement et d'investissement complètent la présente Loi de Finances sous forme de tableaux.

Article 12.- Les voies et moyens sont ainsi identifiés :

1.- Recettes Fiscales;

2.- Recettes non Fiscales;

3.- Recettes en Capital;

5.- Dons;

6.- Remboursement de prêts et avances, vente de participation ou restitution de capital;

7.- Emprunts.

Article 13.- La catégorie institutionnelle est basée sur le principe de la séparation des pouvoirs et l'existence des institutions indépendantes. Le secteur permet de regrouper les institutions de l'administration centrale selon leurs domaines d'activités. L'institution désigne toute entité publique faisant partie de l'administration centrale et jouissant de sa pleine autonomie administrative conformément aux dispositions de la loi. Le chapitre désigne soit les services internes d'un Ministère appelés services centraux, soit les services centraux techniquement déconcentrés communément appelés services externes. La section est une subdivision du chapitre. L'article sert à désigner le premier niveau de détails permettant de classer par nature les dépenses publiques; il en existe neuf (9):

1.- Dépenses de Personnel;

2.- Dépenses de Services et de Charges diverses;

3.- Achats de Biens de Consommations et Petits Matériels;

4.- Immobilisations Corporelles;

5.- Immobilisations Incorporelles;

6.- Prêts, Avances, Prises de Participation et Placement;

7.- Subventions, Quotes-parts et Contributions, Allocations, Indemnisations.

8.- Amortissement de la Dette Publique;

9.- Autres Dépenses Publiques.

CHAPITRE II
DISPOSITIONS EN VUE DU CONTRÔLE DES TRANSACTIONS BUDGÉTAIRES

Article 14.- Toutes les ressources de l'État sont de droit des recettes budgétaires même dans le cas où elles n'auraient pas été prévues au Budget Général. Les ressources de l'État ou de tout Organisme Public ne peuvent être créées que par des lois, conventions, jugements ou services rendus et, sauf dérogation légale, doivent être versées au Trésor Public.

Article 15.- Tout chèque émis à l'ordre de l'État, d'un Ministère ou d'un Organisme Public, ne peut être endossé que pour dépôt au compte «Trésor Public » ou, si les raisons sont bien spécifiées et conformes aux lois en vigueur, à un compte de l'Administration de l'État. Le paiement en numéraire d'un tel chèque est formellement interdit.

Article 16.- Pour certaines catégories de dépenses spécifiées par la loi et dans les limites des crédits budgétaires existants, des avances de fonds à justifier peuvent être consenties par le Trésor Public. Toute nouvelle avance ne peut être octroyée que sur présentation des justificatifs des dépenses effectuées à partir des avances précédentes.

Article 17.- Le barème des frais de voyage à l'intérieur et à l'extérieur du pays ainsi que celui relatif à l'octroi d'indemnité de responsabilité et de rémunération pour travaux en heures supplémentaires est mis à jour et publié régulièrement à la diligence du Ministère de l'Économie et des Finances.

Article 18.- L'agent de la fonction publique ne peut émarger en même temps au budget de plus d'une institution, à moins qu'il soit mis à disposition ou qu'il milite dans l'enseignement à coté de son emploi principal.

Article 19.- Les engagements pris au delà des crédits budgétaires fixés par la présente Loi de Finances, les engagements contraires aux lois et règlements en vigueur, n'obligent point l'État Haïtien. Toute personne physique ou morale qui aura contracté de tels engagements sera réputée pécuniairement responsable, sans préjudice des poursuites pénales ou civiles qui pourraient être intentées contre elle.

Article 20.- Les dépenses de fonctionnement exécutées à partir de l'article "9- Autres Dépenses Publiques" doivent être imputées à l'article budgétaire approprié et prises en compte dans la loi de règlement de l'exercice. Sont exemptes de cette obligation les dépenses d'intelligence et de police.

Article 21.- Toute personne physique ou morale qui aura entravé les procédures d'exécution du Budget de l'État, c'est-à-dire la perception d'impôts, taxes, droits, ou l'exécution des dépenses, sera punie conformément aux lois régissant la matière. Il en sera de même pour toute celle qui aura omis de verser au «Trésor Public», dans les délais légaux, les droits perçus pour compte de l'État.

Article 22.- Les Opérations sur les comptes spéciaux du Trésor et les comptes courants des Organismes Publics sont réalisées en conformité aux lois et règlements régissant la matière.

TITRE III
DISPOSITION FINALE

Article 23.- Ce Décret abroge toutes Lois ou dispositions de Lois, tous Décrets-lois ou dispositions de Décrets-Lois, tous Décrets ou dispositions de Décrets qui lui sont contraires et sera publié et exécuté à la diligence des Ministres de l'Économie et des Finances et de la Planification et de la Coopération Externe.

Donné au Palais National à Port-au-Prince, le 29 septembre 2005, An 202ème de l'Indépendance.

Par le Président — Me. Boniface ALEXANDRE

Le Premier Ministre — Gérard LATORTUE

Le Ministre des Affaires Etrangères et des Cultes — Hérard ABRAHAM

Le Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique — Henri Marge DORLEANS

Le Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales — Paul Gustave MAGLOIRE

Le Ministre de l'Économie et des Finances — Henri BAZIN

Le Ministre de la Planification
et de la Coopération Externe

Roland PIERRE

Le Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles
et du Développement Rural

Philippe MATHIEU

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie
et du Tourisme

Jacques Fritz KENOL

Le Ministre des Travaux Publics, Transports
et Communications

Fritz ADRIEN

Le Ministre de l'Education Nationale, de la Jeunesse,
des Sports et de l'Education Civique

pr Pierre BUTEAU
Adeline Magloire CHANCY

Le Ministre de la Communication
et de la Culture

Magali COMEAU DENIS

Le Ministre de la Santé Publique
et de la Population

Josette BIJOU

Le Ministre des Affaires Sociales — Franck CHARLES

Le Ministre à la Condition Féminine — Adeline Magloire CHANCY

Le Ministre des Haïtiens Vivant à l'Étranger — Alix BAPTISTE

Le Ministre de l'Environnement — Yves André WAINRIGHT

BUDGET 2005 - 2006

VOIES ET MOYENS
DU
BUDGET GÉNÉRAL

DÉTAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET GÉNÉRAL
Exercice 2005 - 2006
(en Gourdes)

NATURE	PREVISION DES RESSOURCES			
	DGI	AGD	AUTRES	TOTAL
Recettes courantes + dons + Prêts + autres financements	**5 753 221 579**	**11 363 198 420**	**19 407 241 643**	**36 523 661 643**
Ressources hors dons et emprunts	5 753 221 579	11 363 198 420	245 618 257	17 362 038 257
Recettes courantes	5 753 221 579	11 363 198 420	186 000 000	17 302 419 999
Article 1 Recettes Fiscales	5 647 031 579	11 355 596 420	0	17 002 627 999
10 Impôts sur le revenu	**2 974 990 000**	**0**	**0**	**2 974 990 000**
100 Sociétés et autres personnes morales	1 184 000 000	0	0	1 184 000 000
1000 Impôt base forfaitaire	*569 830 000*			*569 830 000*
1001 Impôt base bénéfice réel	*614 170 000*			*614 170 000*
101 Personnes physiques	**1 790 990 000**	**0**	**0**	**1 790 990 000**
1010 Impôt sur le salaire	*865 660 000*			*865 660 000*
1011 Impôt sur les bonis, étrennes, trentièmes et jetons de présence	*72 610 000*			*72 610 000*
1012 Impôt sur les commissions - courtages	*3 920 000*			*3 920 000*
1013 Impôt sur les intérêts, arrérages et gains de change	*6 980 000*			*6 980 000*
1014 Impôt sur revenus distribués et dividendes	*10 510 000*			*10 510 000*
1015 Impôt sur plus-values mobilières et immobilières	*47 210 000*			*47 210 000*
1016 Impôt sur revenu industriel et commercial	*3 840 000*			*3 840 000*
1017 Impôt sur revenu des professions non commerciales	*30 340 000*			*30 340 000*
1019 Impôt sur revenu base déclaration définitive	*162 520 000*			*162 520 000*
10191 Impôt sur Transfert de Fonds Cie Etrangère	*1 540 000*			*1 540 000*
10192 Autres Impôts sur Revenu (Source :UGCF)	*585 860 000*			*585 860 000*
102 Autres impôts sur le revenu non ventilables	*0*	*0*	*0*	*0*
1020 Acompte perçu à l'importation		0		0
11 Taxe sur salaire ou taxe sur main-d'œuvre	**103 890 000**	**0**	**0**	**103 890 000**
110 Taxe sur la masse salariale	101 830 000			101 830 000
119 Pénalités, amendes et frais de poursuite / Taxe sur la masse salariale	2 060 000			2 060 000
12 Impôts sur la propriété	**197 570 000**	**0**	**0**	**197 570 000**
120 Propriété immobilière	**9 140 000**	**0**	**0**	**9 140 000**
1200 Taxe additionnelle sur CFPB	9 140 000			9 140 000
121 Droits de successions et donations	***16 970 000***	***0***	***0***	***16 970 000***
1210 Droit proportionnel d'enregistrement	*14 920 000*			*14 920 000*
1211 Taxe supplémentaire sur droit proportionnel d'enregis.	*140 000*			*140 000*
1212 Taxe supplémentaire sur successions	*1 060 000*			*1 060 000*
1213 Droit de transcription de droits immobiliers	*850 000*			*850 000*
122 Droits sur transactions mobilières et immobilières	***152 030 000***	***0***	***0***	***152 030 000***
1220 Droit proportionnel d'enregistrement	*147 210 000*			*147 210 000*
1221 Taxe supplémentaire sur droit proportionnel d'enregis.	*4 380 000*			*4 380 000*
1222 Droit de transcription de droits immobiliers	*440 000*			*440 000*
123 Droits sur autres actes relatifs à la propriété	*560 000*	*0*	*0*	*560 000*
1230 Droit proportionnel d'enregistrement	*100 000*			*100 000*
1231 Taxe supplémentaire sur droit proportionnel d'enregis.	*50 000*			*50 000*
1232 Droit de transcription de droits immobiliers	*410 000*			*410 000*
124 Divers impôts sur la propriété	**18 670 000**	**0**	**0**	**18 670 000**
1240 Taxe sur transmission de titres et taxe sur actions	*5 370 000*			*5 370 000*
1241 Divers impôts sur la propriété non ventilés ailleurs	*0*			*0*
1242 Fermage	*13 300 000*			*13 300 000*

DÉTAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET GÉNÉRAL
Exercice 2005 - 2006
(en Gourdes)

NATURE	PREVISION DES RESSOURCES			
	DGI	AGD	AUTRES	TOTAL
125 Droits d'hypothèque	*70 000*			*70 000*
129 Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur la propriété	*130 000*			*130 000*
13 Taxes sur les biens et services	**2 094 160 000**	**6 170 556 332**	**0**	**8264 716 332**
130 Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA)	**1 427 180 000**	**3 870 054 137**	**0**	**5 297 234 137**
1300 Taxe sur le chiffre d'affaires à l'importation		*3 870 054 137*		*3 870 054 137*
1301 Taxe sur le chiffre d'affaires Intérieur	*1 427 180 000*			*1 427 180 000*
131 Droits d'accises	**270 420 000**	**1 831 003 633**	**0**	**2 101 423 633**
1310 Droits d'accises ordinaires sur boissons alcoolisées et non alcoolisées	53 790 000	247 506 420	0	301 296 420
13100 Alcool jus de canne	*1 690 000*	*13 706*		*1 703 706*
13101 Boissons gazeuses	*320 000*	*151 199 553*		*151 519 553*
13102 Boissons maltées	*4 400 000*	*45 620*		*4 445 620*
13103 Boissons spiritueuses	*0*	*15 005 825*		*15 005 825*
13104 Boissons vineuses	*0*	*46 003 885*		*46 003 885*
13105 Autres boissons non gazeuses (à base de lait, fruits, légumes)	*0*	*35 237 833*		*35 237 833*
13106 Boissons alcoolisées	*47 380 000*			*47 380 000*
1311 Droits d'accises ordinaires sur produits alimentaires	7 550 000	100 922 965	0	108 472 965
13110 Sucre	*6 280 000*	*100 727 125*		*107 007 125*
13111 Farine fabriquée	*1 270 000*	*195 840*		*1 465 840*
1312 Droits d'accises ordinaires sur allumettes et cigarettes	143 990 000	9 493	0	143 999 493
13120 Allumettes	*43 990 000*			*43 990 000*
13121 Cigarettes	*100 000 000*	*9 493*		*100 009 493*
1313 Droits d'accises ordinaires sur véhicules	0	343 692 494	0	343 692 494
13130 Véhicules importés		*343 692 494*		*343 692 494*
1314 Droits d'accises ordinaires / combustibles et lubrifiants	0	388 087 839	0	388 087 839
13143 Gasoline		*111 832 072*		*111 832 072*
13144 Gasoil		*211 471 027*		*211 471 027*
13145 Kérosène		*64 784 740*		*64 784 740*
1315 Droits d'accises variables sur combustibles et lubrifiants	0	514 195 605	0	514 195 605
13150 Gasoline accise variable		*230 211 634*		*230 211 634*
13151 Gasoil accise variable		*272 593 248*		*272 593 248*
13152 Kérosène accise variable		*11 390 724*		*11 390 724*
1316 Droits d'accises complémentaires	65 090 000	236 588 816	0	301 678 816
13160 Bière	*25 140 000*	*3 165 785*		*28 305 785*
13161 Stout	*5 530 000*			*5 530 000*
13162 Cigarettes	*18 770 000*	*7 897 164*		*26 667 164*
13163 Autres accises	*15 650 000*	*225 525 867*		*241 175 867*
132 Taxes sur services déterminés	**20 210 000**	**0**	**0**	**20 210 000**
1320 Taxes sur les services d'assurances	19 700 000	0		19 700 000
13200 Taxe sur les primes d'assurances	*7 410 000*			*7 410 000*
13201 Droit spécial sur police assurances véhicules	*10 180 000*			*10 180 000*
13202 Contribution libération économique / assurances	*2 110 000*			*2 110 000*
1321 Taxe sur ventes de carnets de borlette	510 000			510 000
133 Taxes sur utilisation des biens mobiliers et immobiliers	**272 050 000**	**469 498 562**	**0**	**741 548 562**
1330 Contributions patentes et licences	99 580 000	0	0	99 580 000
13300 Patente (20 % pour compte du Trésor)	*1 260 000*			*1 260 000*
13301 Licence d'étranger	*37 400 000*			*37 400 000*

DÉTAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET GÉNÉRAL
Exercice 2005 - 2006
(en Gourdes)

NATURE	PREVISION DES RESSOURCES			
	DGI	AGD	AUTRES	TOTAL
13302 Licence matières inflammables	*1 030 000*			*1 030 000*
13303 Licence d'exploitation	*44 360 000*			*44 360 000*
13304 Licence radio et télévision	*15 530 000*			*15 530 000*
1331 Taxes sur les véhicules à moteur	168 420 000	469 498 562	0	637 918 562
13310 1ère immatriculation véhicules	*4 850 000*	*335 028 235*		*339 878 235*
13311 2ème immatric. véhicules (vignettes & plaques)	*158 840 000*			*158 840 000*
13312 Taxe sur inspection des véhicules	*4 730 000*			*4 730 000*
13314 Taxe touristique		*134 470 327*		*134 470 327*
1332 Autres taxes / utilisation des biens mobiliers et immob.	4 050 000	0	0	4 050 000
13320 Licence armes à feu	*4 050 000*			*4 050 000*
134 Diverses taxes sur biens et services	**103 970 000**	**0**	**0**	**103 970 000**
1340 Taxe d'irrigation	*390 000*			*390 000*
1341 Taxe sur tickets de voyage	*100 860 000*			*100 860 000*
1342 Taxe d'exploitation de carrières	*640 000*			*640 000*
1343 Vente de plaques d'immatriculation de véhicules sans moteur	*950 000*			*950 000*
Divers/Biens et services	*1 130 000*			*1 130 000*
139 Pénalités, amendes et frais de poursuite/taxes sur biens et serv.	**330 000**			**330 000**
14 Impôts sur le commerce ext. et les transactions internationales	**0**	**5 185 040 088**	**0**	**5 185 040 088**
140 Droits d'importation	**0**	**2 680 597 105**	**0**	**2 680 597 105**
1400 Droits de Douane		*2 680 597 105*		*2 680 597 105*
141 Autres perceptions à l'importation	**0**	**2 467 859 876**	**0**	**2 467 859 876**
1410 Frais de vérification		*2 297 728 683*		*2 297 728 683*
1411 Droit de transit		*197 305*		*197 305*
1412 Droit d'entrepôt		*391 796*		*391 796*
1419 Recettes à l'importation non ventilées ailleurs		*169 542 092*		*169 542 092*
142 Divers impôts sur le commerce ext. et les transactions intern.				
149 Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur commerce extérieur et transactions internationales	0	36 583 108	0	36 583 108
1490 Pénalités, amendes et frais de poursuite / importation		*36 583 108*		*36 583 108*
15 Autres recettes fiscales	**276 421 579**	**0**	**0**	**276 421 579**
150 Impôts de capitation	90 090 000	0	0	90 090 000
1500 Carte d'identité fiscale	*89 700 000*			*89 700 000*
1501 Carte d'identité professionnelle	*390 000*			*390 000*
151 Droits de timbre	**125 450 000**	**0**	**0**	**125 450 000**
1510 Droits de timbre fixe	*32 570 000*	*0*	*0*	*32 570 000*
15100 Droit de fonctionnement	*570 000*			*570 000*
15101 Droit de non fonctionnement	*210 000*			*210 000*
15102 Autres droits de timbre fixe	*31 790 000*			*31 790 000*
1511 Droits de timbre proportionnel	91 620 000	0	0	91 620 000
15110 Droit de timbre sur capital social	*90 000*			*90 000*
15111 Autres droits de timbre proportionnel	*91 530 000*	*0*		*91 530 000*
1512 Droit de timbres spéciaux	1 260 000	0		1 260 000
152 Droits fixe d'enregistrement	**790 000**	**0**	**0**	**790 000**
1521 Sur actes judiciaires et extrajudiciaires	530 000			530 000
1522 Taxe supplémentaire sur droits fixe d'enregistrement	260 000			260 000
153 Diverses autres recettes fiscales	**59 451 579**	**0**	**0**	**59 451 579**
1530 Taxe sur appels téléphoniques	21 090 000			21 090 000

DÉTAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET GÉNÉRAL
Exercice 2005 - 2006
(en Gourdes)

NATURE	PREVISION DES RESSOURCES			
	DGI	AGD	AUTRES	TOTAL
1531 Droit spécial sur bordereaux administratifs	4 400 000			4 400 000
1532 Carte d'immatriculation fiscale	10 500 000			10 500 000
1533 Diverses autres recettes fiscales	23 461 579			23 461 579
159 Pénalités , amendes et frais de poursuite / autres recettes fiscales	**640 000**			**640 000**
Article 2 RECETTES NON FISCALES	**106 190 000**	**7 602 000**	**186 000 000**	**299 792 000**
20 Revenus des Domaines et de l'entreprise	**0**	**0**	**186 000 000**	**186 000 000**
200 Revenus provenant des entrep. pub. non financières et des inst. financ.	0	0	186 000 000	186 000 000
2000 Apports des entreprises publiques			186 000 000	186 000 000
2001 Apports des institutions financières				0
2009 Autres apports				0
201 Revenus de la propriété	**0**	**0**	**0**	**0**
2010 Affermage des biens domaniaux (terrains)				0
2011 Frais d'arpentage				0
2019 Autres revenus de la propriété				0
21 Droits et frais administratifs, ventes non industrielles et accessoires	**81 600 000**	**7 602 000**	**0**	**89 202 000**
210 Droits administratifs	70 270 000	0	0	70 270 000
2100 Droit de passeport	52 550 000			52 550 000
2101 Droit de Permis de conduire	15 290 000			15 290 000
2102 Droit de Certificat de bonne vie et mœurs	2 370 000			2 370 000
2103 Droit de Quitus fiscal	60 000			60 000
211 Frais administratifs	**11 330 000**	**7 602 000**	**0**	**18 932 000**
2110 Frais de justice	140 000			140 000
2111 Marque de fabrique	1 140 000			1 140 000
2112 Actes de l'Etat civil	120 000			120 000
2113 Fonds de soutien aux examens	1 120 000			1 120 000
2115 Frais administratifs CDC (pourcentage du Trésor)	3 170 000			3 170 000
2116 Vente de formulaires administratifs divers	150 000	5 076 940		5 226 940
2117 Taxe de légalisation de pièces	560 000			560 000
2118 Taxe d'immigration et d'émigration	4 930 000	2 525 060		7 455 060
22 Amendes et sanctions	**20 060 000**	**0**	**0**	**20 060 000**
220 Amendes correctionnelles	7 930 000			7 930 000
221 Amendes contravention des véhicules	1 330 000			1 330 000
222 Amendes de simple police	410 000			410 000
229 Autres Amendes et sanctions non fiscales	10 390 000	0	0	10 390 000
23 Autres recettes non fiscales	**4 530 000**	**0**	**0**	**4 530 000**
230 Frais de recouvrement et de perception				
231 Produits divers	4 530 000	0	0	4 530 000
Article 3 RECETTES EN CAPITAL	**0**	**0**	**40 000 000**	**40 000 000**
32 Ventes d'immobilisations incorporelles	**0**	**0**	**40 000 000**	**40 000 000**
329 Ventes d'autres immobilisations incorporelles	**0**	**0**	**40 000 000**	**40 000 000**
3290 Vente de concessions			40 000 000	40 000 000

DÉTAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET GÉNÉRAL
Exercice 2005 - 2006
(en Gourdes)

NATURE	PREVISION DES RESSOURCES			
	DGI	AGD	AUTRES	TOTAL
Article 5 DONS	**0**	**0**	**7 645 280 099**	**7 645 280 099**
50 Dons pour dépenses courantes			**7 645 280 099**	**7 645 280 099**
501 Dons extérieurs	0	0	7 645 280 099	7 645 280 099
5010 Dons d'organismes internationaux			*5 689 814 582*	*5 689 814 582*
5011 Dons de gouver. étrangers et d'autres adm. pub. étrangères			*1 955 465 517*	*1 955 465 517*
Article 6 Remb. de Prets et Avances et Ventes de Part.ou Restit. de Capital	**0**		**19 618 257**	**19 618 257**
60 Remboursements de prêts et avances	**0**		**19 618 257**	**19 618 257**
601 Des collectivités territoriales			*9 418 257*	*9 418 257*
603 Des entreprises publiques et entreprises mixtes			*3 000 000*	*3 000 000*
609 Remboursements de Prêts et avances non ventilés ailleurs			*7 200 000*	*7 200 000*
Article 8 EMPRUNTS	**0**	**0**	**11 271 343 287**	**11 271 343 287**
80 Emprunts intérieurs	**0**	**0**	**381 000 000**	**381 000 000**
800 Financement de la Banque centrale			381 000 000	381 000 000
				0
81 Emprunts extérieurs	**0**	**0**	**10 890 343 287**	**10 890 343 287**
810 Emprunts auprès d'autres Etats - Dette bilatérale				0
811 Emprunts auprès d'organisations internationales - Dette			10 890 343 287	10 890 343 287
Autres financements			**245 000 000**	**245 000 000**

BUDGET 2005 - 2006

DETAILS DES CREDITS

1111	**MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE**		**638,171,468**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**271,421,468**
1111-1	**SERVICES CENTRAUX**		**248,234,066**
1111-1-11	**BUREAU DU MINISTRE**		**13,987,925**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	8,587,925	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,500,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	1,250,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,350,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	300,000	
1111-1-12	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**		**234,246,141**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	80,916,141	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6,663,200	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	4,717,300	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	4,200,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	136,475,500	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,274,000	
1111-2	**SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DECONCENTRES**		**23,187,402**
1111-2-13	**CENTRE DE TECHN. DE PLANIF. ET D'ECONOMIE APPLIQUEE (CTPEA)**		**14,499.402**
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	14,499.402	
1111-2-14-	**CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES (CNC)**		**8,688,000**
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	8,688,000	
CREDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME			**366,750,000**
1111-1	**SERVICES CENTRAUX**		**353,750,000**
1111-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	353,750,000	
	1111-1-12-50 PROGRAMME D'APPUI DU MPCE	*251.000.000*	
	1111-1-12-51 PROGRAMME DE RECHERCHES ET DE RENFORCEMENT	*102.750.000*	
1111-2	**SERCIVES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DECONCENTRES**		**13,000,000**
	1111-2-13 CENTRE DE TECHNI. DE PLANIF. ET D'ECONOMIE APPL. (CTPEA)	10,000,000	
	1111-2-13-50 PROGRAMME DE RECHERCHE ET DE RENFORCEMENT	*10.000.000*	
	1111-2-14 CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES (CNC)	3,000,000	
	1111-2-14-50 PROGRAMME DE RECHERCHES ET DE RENCORCEMENT	*3.000.000*	

1112	**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**		**2,179,374,993**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**1,400,974,993**
1112-1	**SERVICES CENTRAUX**		**195,480,906**
1112-1-11	**BUREAU DU MINISTRE**		**17,803,314**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	11,475,314	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,908,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	620,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	600,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,200,000	
1112-1-12	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**		**177,677,592**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	106,809,053	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	15,539,200	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	11,729,917	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	7,200,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	13,450,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	22,949,422	
1112-2	**SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DECONCENTRES**		**1,205,494,087**
1112-2-13	**INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE**		**33,626,729**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	26,891,000	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,025,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	1,806,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,450,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	254,729	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,200,000	
1112-2-14-	**DIRECTION GENERALE DU BUDGET**		**42,592,300**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	24,904,993	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4,391,544	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	5,304,025	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	4,412,922	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	240,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3,338,816	
1112-2-15	**DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS**		**570,983,500**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	302,650,500	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	216,800,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	23,256,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	21,777,000	

	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	1,500,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,000,000	
1112-2-16	**ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES**		**500,513,777**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	167,877,133	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	10,856,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	7,810,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	4,470,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	270,370,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	39,130,644	
1112-2-17	**BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX FINANCES**		**7,527,781**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	4,334,800	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,100,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	300,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	500,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	400,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	892,981	
1112-2-19	**FAES**		**11,250,000**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	11,250,000	
1112-2-21	**UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**		**20,000,000**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC	20,000,000	
1112-2-22	**ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE**		**14,000,000**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	14,000,000	
1112-2-23	**COMMISSION INTERMINISTERIELLE DES INVESTISSEMENTS**		**1,000,000**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	1,000,000	
1112-2-24	**FONDS DE DEVELOPPEMENT FRONTALIER**		**4,000,000**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	4,000,000	
CREDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME			**778,400,000**
1112-1	**SERVICES CENTRAUX**		**737,000,000**
	1112-1-12 DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	737,000,000	
	1112-1-12-50 RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	*672,000,000*	
	1112-1-12-51 PROGRAMME DE RELANCES ECONOMIQUES	*65,000,000*	
1112-2	**SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DÉCONCENTRÉS**		**41,400,000**
	1112-2-13 INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	35,400,000	
	1112-2-13-50 PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE L'IHSI	*35,400,000*	
	1112-2-19 FAES	6,000,000	
	1112-2-19-50 RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	*6,000,000*	

1113	**MINISTERE DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL**		**1,225,755,836**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**312,592,596**
1113-1	**SERVICES CENTRAUX**		**245,757,232**
1113-1-11	**BUREAU DU MINISTRE**		**23,319,093**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	8,270,735	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	293,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	539,300	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	300,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	13,916,058	
1113-1-12	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**		**222,438,139**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	194.083,856	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	10,734,825	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	17,419,458	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	200,000	
1113-2	**SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DECONCENTRES**		**66,835,364**
1113-2-13	**ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE**		**38,256,145**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	34,000,010	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,031,135	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	2,300,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	700,000	
	5- IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	75,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	150,000	
1113-2-14-	**INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE**		**28,579,219**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	25,360,620	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,401,500	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	1,817,099	
CREDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME			**913,163,240**
1113-1	**SERVICES CENTRAUX**		**404,163,240**
	1113-1-12 DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	404,163,240	
	1113-1-12-51 PROGRAM. D'INDENT. DE LA PRODUC. AGRICOLE	*366,480,000*	
	1113-1-12-52 DEVELOPPEMENT INFRASTRUCTURE AGRICOLE	*37,683,240*	
1113-2	**SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DÉCONCENTRÉS**		**509,000,000**
	1113-2-13 ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	509,000,000	
	1113-2-13-50 PROGRAM. D'INDENT. DE LA PRODUC. AGRICOLE	*509,000,000*	

1114	**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS**		**13,244,442,642**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**343,079,256**
1114-1	**SERVICES CENTRAUX**		**214,996,000**
1114-1-11	**BUREAU DU MINISTRE**		**17,963,015**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	12,706,015	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,900,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	857,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	500,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	500,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500,000	
1114-1-12	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**		**197,032,985**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	154,640,222	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	15,126,608	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	18,726,925	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	7,113,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	1,067,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	359,230	
1114-2	**SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DÉCONCENTRÉS**		**128,083,256**
1114-2-13	**SERVICE NATIONAL D'EAU POTABLE**		**8,254,000**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	8,254,000	
1114-2-14-	**SERVICE DE GEODESIE, CARTOGRAPHIE ET TOPOGRAPHIE**		**5,156,650**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	3,606,944	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	693,582	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	457,674	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	398,451	
1114-2-15	**LABOR. NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAV. PUBL.**		**6,694,000**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	6,694,000	
1114-2-16	**OFFICE NATIONAL DU CADASTRE**		**16,526,000**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	15,512,290	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	459,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	554,710	

1114-2-17	**SERVICE MARITIME ET DE NAVIGATION**		**10,500,000**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	10,500,000	
1114-2-18	**CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS**		**4,536,000**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	4,536,000	
1114-2-19	**BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE**		**25,763,600**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	18,467,091	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,070,279	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	3,158,160	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,729,117	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	338,953	
1114-2-20	**FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER**		**5,000,000**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	5,000,000	
1114-2-21	**CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS**		**45,653,006**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	45,653,006	
CREDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME			**12,901,363,386**
1114-1	**SERVICES CENTRAUX**		**12,885,163,386**
	1114-1-12 DIRECTION GENERALE DE SERVICES INTERNES	12,885,163,386	
	1114-1-12-50 PROGRAM. D'INVESTISSEMENT DU MTPTC	*240,800,000*	
	1114-1-12-51 CAMEP	*72,000,000*	
	1114-1-12-52 PROGRAMME D'URGENCE EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	*9,259,603,386*	
	1114-1-12-53 PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE L'EDH	*78,000,000*	
	1114-1-12-66 PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE L'URSEP	*583,000,000*	
	1114-1-12-67 PROGRAMME RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES	*2,651,760,000*	
1114-2	**SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DÉCONCENTRÉS**		**16,200,000**
	1114-2-13 SERVICE NATIONAL D'EAU POTABLE	1,200,000	
	1114-2-13-50 PROGRAMME D'ENVESTISSEMENT DU SNEP	*1,200,000*	
	1114-2-15 LABOR. NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAV. PUBL.	5,000,000	
	1114-2-15-50 PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DU LNBTP	*5,000,000*	
	1114-2-16 OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	5,000,000	
	1114-2-16-50 PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE L'ONACA	*5,000,000*	
	1114-2-17 SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	5,000,000	
	1114-2-17-50 PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DU SEMANAH	*5,000,000*	

1115	**MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE**		**309,062,837**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**92,482,837**
1115-1	**SERVICES CENTRAUX**		**63,730,166**
1115-1-11	**BUREAU DU MINISTRE**		**8,283,398**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	4,698,375	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,585,023	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	1,100,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	700,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	200,000	
1115-1-12	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**		**55,446,768**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	47,805,105	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,250,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	1,650,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	500,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	629,922	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,611,741	
1115-2	**SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DÉCONCENTRÉS**		**28,762,671**
1115-2-13	**OFFICE DES POSTES**		**6,240,000**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	6,240,000	
1115-2-14	**BUREAU DE COORDINATION ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/Z**		**10,139,963**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	10,139,963	
1115-2-15	**DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES**		**12,372,708**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	12,372,708	
CREDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME			**216,580,000**
1115-1	**SERVICES CENTRAUX**		**216,580,000**
	1115-1-12 DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	216,580,000	
	1115-1-12-50 APPUI AU MCI	*206,580,000*	
	1115-1-12-53 RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MINISTERE	*10,000,000*	

1116	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT**		**469,580,339**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**58,580,339**
1116-1	**SERVICES CENTRAUX**		**58,580,339**
1116-1-11	**BUREAU DU MINISTRE**		**7,507,402**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	5,789,652	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,290,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	427,750	
1116-1-12	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**		**51,072,937**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	44,541,937	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,086,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	3,445,000	
CREDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME			**411,000,000**
1116-1	**SERVICES CENTRAUX**		**411,000,000**
	1116-1-12 DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	411,000,000	
	1116-1-12-50 PROGRAMME D'INVESTISSEMENT MDE	*411,000,000*	

1117	**MINISTERE DU TOURISME**		**55,967,500**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**45,967,500**
1117-1	**SERVICES CENTRAUX**		**40,024,009**
1117-1-11	**BUREAU DU MINISTRE**		**6,558,861**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	3,763,178	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,895,683	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	200,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	200,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	300,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	200,000	
1117-1-12	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**		**33,46· 48**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	23,876,530	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,661,413	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	2,470,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,330,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	100,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2,027,205	
1117-2	**SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DÉCONCENTRÉS**		**5,943,491**
1117-2-11	**ECOLE HÔTELIERE**		**5,943,491**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	4,922,305	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,021,186	
CREDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME			**10,000,000**
1117-1	**SERVICES CENTRAUX**		**10,000,000**
	1117-1-12 DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	10,000,000	
	1117-1-12-50 RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MINISTERE	*10,000,000*	

1211	**MINISTERE DE LA JUSTICE**		**2,560,661,934**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**2,520,661,934**
1211-1	**SERVICES CENTRAUX**		**97,463,026**
1211-1-11	**BUREAU DU MINISTRE**		**11,056,230**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	8,449,230	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,407,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	300,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	400,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500,000	
1211-1-12	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**		**86,406,796**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	69,844,925	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,992,190	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	7,417,300	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,602,181	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	850,100	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	700,100	
1211-2	**SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DÉCONCENTRÉS**		**2,423,198,908**
1211-2-16	**POLICE NATIONALE D'HAITI**		**2,379,535,842**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	1,671,153,489	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	37,100,964	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	518,567,451	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	27,519,015	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	1,280,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	123,914,923	
1211-2-17	**UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS**		**25,000,000**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	25,000,000	
1211-2-18	**BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE**		**6,663,066**
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,663,066	
1211-2-19	**OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION**		**12,000,000**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	12,000,000	
CREDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME			**40,000,000**
1211-1	**SERVICES CENTRAUX**		**30,000,000**
	1211-1-12 DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	30,000,000	
	1211-1-12-51 PROGRAMME DE JUSTICE	*30,000,000*	
1211-2	**SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DÉCONCENTRÉS**		**10,000,000**
	1211-2-16 POLICE NATIONAE D'HAITI	10,000,000	
	1211-2-16-51 PROGRAMME DE REHAB. DES CENTRES DE DETENTION	*10,000,000*	

1212	**MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER**		**37,289,488**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**32,789,488**
1212-1	**SERVICES CENTRAUX**		**32,789,488**
1212-1-11	**BUREAU DU MINISTRE**		**8,832,883**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	6,632,883	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,386,040	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	413,961	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	400,000	
1212-1-12	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**		**23,956,605**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	16,555,852	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,573,752	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	1,827,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2,000,000	
CREDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME			**4,500,000**
1212-1	**SERVICES CENTRAUX**		**4,500,000**
	1212-1-12 DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	4,500,000	
	1212-1-12-50 PROGRAMME D'INVESTISSEMENT MHAVE	*4,500,000*	

1213	**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES**		**767,107,139**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**767,107,139**
1213-1	**SERVICES CENTRAUX**		**767,107,139**
1213-1-11	**BUREAU DU MINISTRE**		9,966,734
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	6,671,734	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,295,000	
1213-1-12	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**		**757,140,405**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	46,137,649	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,390,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	2,032,500	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	2,390,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	705,190,256	

1214 LA PRESIDENCE			**603,666,219**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**603,666,219**
1214-1	**SERVICES CENTRAUX**		**603,666,219**
1214-1-11	**BUREAU DU PRESIDENT**		25,187,786
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	25,187,786	
1214-1-12	**ADMINISTRATION GENERALE**		**178,064,660**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	52,527,446	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4,500,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	5,085,041	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	4,200,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	1,500,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	110,252,173	
1214-1-13	**SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL**		**383,051,735**
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	6,000,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	377,051,735	
1214-1-14	**DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT**		**17,362,038**
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	17,362,038	

1215	**BUREAU DU PREMIER MINISTRE**		**429,863,851**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**429,863,851**
1215-1	**SERVICES CENTRAUX**		**225,684,866**
1215-1-11	**BUREAU DU PREMIER MINISTRE**		**116,074,906**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	17,798,083	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4,700,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	3,000,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	900,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	89,676,823	
1215-1-12	**ADMINISTRATION GENERALE**		**92,247,922**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	20,259,960	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	15,400,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	9,450,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	8,500,000	
	5- IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1,000,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	5,000,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	32,637,962	
1215-1-13	**DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE**		**17,362,038**
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	17,362,038	
1215-2	**SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DÉCONCENTRÉS**		**204,178,985**
1215-2-14	**C.E.F.O.P.A.F.O.P**		**8,499,000**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	5,362,354	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,480,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	858,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	317,688	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	480,958	
1215-2-15	**CONSEIL DES SAGES**		**6,250,000**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	6,250,000	
1215-2-16	**CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES**		**29,604,610**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	29,604,610	
1215-2-17	**COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE**		**23,300,000**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	23,300,000	
1215-2-18	**BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL**		**13,525,375**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	13,525,375	
1215-2-19	**COMMISSION NATIONALE INTERIMAIRE DE PASSATION DE MARCHES**		**30,000,000**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	30,000,000	
1215-2-20	**BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES**		**9,000,000**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	9,000,000	
1215-2-21	**CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE**		**84,000,000**
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	84,000,000	

1216	**MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**250,566,279**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**250,566,279**
1216-1	**SERVICES CENTRAUX**		**119,166,279**
1216-1-11	**BUREAU DU MINISTRE**		**8,282,602**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	4,147,602	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,175,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	460,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	500,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	1,000,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,000,000	
1216-1-12	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**		**110,883,677**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	92,475,677	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	7,000,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	6,708,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,300,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	2,400,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,000,000	
1216-2	**SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DÉCONCENTRÉS**		**131,400,000**
1216-2-14	**SUBVENTIONS AUX ORGANISMES PUBLICS ET PRIVES**		**3,000,000**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	3,000,000	
1216-2-15	**ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HÔPITAL**		**2,400,000**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	2,400,000	
1216-2-17	**SMCRS**		**126,000,000**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	126,000,000	

1311	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE DE LA JEUNESSE / SPORTS**		**3,995,783,203**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**3,295,783,203**
1311-1	**SERVICES CENTRAUX**		**3,006,059,463**
1311-1-11	**BUREAU DU MINISTRE**		**259,492,500**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	20,022,500	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,610,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	360,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	250,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	237,000,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	250,000	
1311-1-12	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**		**2,746,566,963**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	1,825,860,944	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	54,116,349	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	39,441,340	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	61,683,469	
	5- IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3,000,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	582,464,862	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	180,000,000	
1311-2	**SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DÉCONCENTRÉS**		**289,723,740**
1311-2-13	**BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'ALPHABETISATION**		**49,624,248**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	33,587,959	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	9,000,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	2,586,289	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	3,250,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	200,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,000,000	
1311-2-14	**SECRETAIRE D'ETAT A LA JEUNESSE ET AU SPORT**		**115,115,585**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	85,652,607	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4,560,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	6,030,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,000,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	12,872,978	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,000,000	

1311-2-15	**COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO**		**8,127,984**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	6,562,918	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	700,566	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	810,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	54,500	
1311-2-17	**INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE**		**113,268,118**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	98,623,118	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4,048,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	3,497,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	2,300,000	
	5- IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	100,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	1,700,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3,000,000	
1311-2-18	**OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT**		**3,587,805**
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	3,587,805	
CREDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME			**700,000,000**
1311-1	**SERVICES CENTRAUX**		**589,000,000**
	1311-1-12 DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	589,000,000	
	1311-1-12-51 RENFORCEMENT EDUCATION	*336,000,000*	
	1311-1-12-54 PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DU MENJS	*253,000,000*	
1311-2	**SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DECONCENTRES**		**111,000,000**
	1311-2-14 SECRET. D'ETAT A LA JEUNESSE ET AU SPORT	91,000,000	
	1311-2-14-50 PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DU SEJSSC	*91,000,000*	
	1311-2-17 INSTITUT NATIONAL DE FORM. PROFESSIONNELLE	20,000,000	
	1311-2-17-50 PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DU MENJS	*20,000,000*	

1312	**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES**		**202,501,815**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**170,001,815**
1312-1	**SERVICES CENTRAUX**		**122,069,996**
1312-1-11	**BUREAU DU MINISTRE**		**15,458,753**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	12,978,817	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	926,188	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	257,519	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	644,073	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	487,586	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	164,569	
1312-1-12	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**		**106,611,244**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	85,318,050	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,386,371	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	2,086,288	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	4,056,329	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	6,928,777	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,835,429	
1312-2	**SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DÉCONCENTRÉS**		**47,931,818**
1312-2-13	**INSTITUT DU BIEN-ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES**		**17,705,379**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	15,868,895	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	480,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	561,484	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	145,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	150,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500,000	
1312-2-14	**E.P.P.L.S.**		**12,226,439**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	9,018,315	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,012,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	865,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,081,124	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	250,000	

1312-2-15	**OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION**		**12,000,000**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	9,124,737	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	973,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIEL	814,861	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	63,312	
	5- IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	50,000	
	7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	345,090	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	629,000	
1312-2-18	**BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX AFFAIRES SOCIALES**		**6,000,000**
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,000,000	
CREDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME			**32,500,000**
1312-1	**SERVICES CENTRAUX**		**20,000,000**
	1312-1-12 DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	20,000,000	
	1312-1-12-50 PROGRAMME DE RENFORCEMENT INSTITUT.	*10,000,000*	
	1312-1-12-51 PROTECTION SOCIALE	*10,000,000*	
1312-2	**SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DECONCENTRES**		**12,500,000**
	1312-2-14 E.P.P.L.S.	12,500,000	
	1311-2-14-50 PROGRAMME EPPLS	*12,500,000*	

1313	**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION**		**1,267,108,819**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**927,708,819**
1313-1	**SERVICES CENTRAUX**		**919,164,819**
1313-1-11	**BUREAU DU MINISTRE**		**12,045,498**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	8,945,498	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,000,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMM. ET PETIT MATERIEL	350,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	250,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,500,000	
1313-1-12	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**		**907,119,321**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	795,080,127	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	21,947,647	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMM. ET PETIT MATERIEL	65,033,797	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	6,467,000	
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	800,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	17,790,750	
1313-2	**SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DÉCONCENTRÉS**		**8,544,000**
1313-2-14	**SUBVENTION AUX ORGANISMES PRIVÉS ET PUBLICS**		**8,544,000**
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	8,544,000	
CREDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME			**339,400,000**
1313-1	**SERVICES CENTRAUX**		**339,400,000**
	1313-1-12 DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	339,400,000	
	1313-1-12-50 PROGRAMME DE DEV. DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES	*46,000,000*	
	1313-1-12-56 PROGRAMME SANTE PUBLIQUE	*263,400,000*	
	1313-1-12-57 PROGR. RENF. CAPACITES DES INFRAST. SANITAIRES	*30,000,000*	

1314	**MINISTERE A LA CONDITION FEMININE**		**40,954,052**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**35,954,052**
1314-1	**SERVICES CENTRAUX**		**35,954,052**
1314-1-11	**BUREAU DU MINISTRE**		**10,647,875**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	7,559,675	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,838,200	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMM. ET PETIT MATERIEL	750,000	
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	350,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	150,000	
1314-1-12	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**		**25,306,177**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	21,708,320	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,300,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMM. ET PETIT MATERIEL	2,177,857	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	120,000	
CREDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME			**5,000,000**
1314-1	**SERVICES CENTRAUX**		**5,000,000**
	1314-1-12 DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	5,000,000	
	1314-1-12-52 RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DU MCFDF	*5,000,000*	

1411	**MINISTERE DES CULTES**		**75,932,393**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**75,932,393**
1411-1	**SERVICES CENTRAUX**		**75,932,393**
1411-1-12	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**		**75,932,393**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	20,266,819	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,432,393	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMM. ET PETIT MATERIEL	2,740,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	3,791,181	
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	45,500,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2,202,000	

1412	**MINISTERE DE LA CULTURE**		**371,598,547**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**281,598,547**
1412-1	**SERVICES CENTRAUX**		**66,793,488**
1412-1-11	**BUREAU DU MINISTRE**		**17,333,443**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	13,293,443	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,640,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMM. ET PETIT MATERIEL	600,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,000,000	
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	500,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	300,000	
1412-1-12	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**		**49,460,045**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	19,116,195	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	7,305,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMM. ET PETIT MATERIEL	3,740,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	5,000,000	
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	500,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	13,798,850	
1412-2	**SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DÉCONCENTRÉS**		**214,805,059**
1412-2-13	**ECOLE NATIONALE DES ARTS**		**15,610,993**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	11,848,229	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,338,764	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMM. ET PETIT MATERIEL	1,214,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,110,000	
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	100,000	
1412-2-14	**INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL**	**6,249,729**	
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	6,249,729	
1412-2-15	**THEÂTRE NATIONAL**		**9,946,000**
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	9,946,000	
1412-2-16	**MUSEE DU PANTHEON NATIONAL**		**7,405,546**
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	7,405,546	

1412-2-17	**BUREAU D'ETHNOLOGIE**		**3,845,880**
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	3,845,880	
1412-2-18	**BIBLIOTHEQUE NATIONALE**		**15,180,938**
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	15,180,938	
1412-2-19	**ARCHIVES NATIONALES**		**11,581,874**
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	11,581,874	
1412-2-20	**TÉLÉVISION NATIONALE D'HAITI**		**50,200,000**
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	50,200,000	
1412-2-21	**RADIO NATIONALE D'HAITI**		**19,733,489**
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	19,733,489	
1412-2-23	**ACTIVITÉS CULTURELLES**		**75,050,610**
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	75,050,610	
CREDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME			**90,000,000**
1412-1	**SERVICES CENTRAUX**		**90,000,000**
	1412-1-12 DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	90,000,000	
	1412-1-12-55 DEVELOPPEMENT ET ENRICHISSEMENT DE PATRIMOINE	*90,000,000*	

1511	**INTERVENTIONS PUBLIQUES**		**2,993,982,326**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**2,993,982,326**
1511-1	**INTERVENTIONS PUBLIQUES**		**2,993,982,326**
1511-1-11	**SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION**		**86,918,147**
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	86,918,147	
1511-1-13	**AUTRES INSTITUTIONS**		**99,996,000**
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	99,996,000	
1511-1-49	**AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES**		**2,807,068,179**
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	159,576,314	
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	1,968,041,666	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	679,450,199	

1512	**DETTE PUBLIQUE**		**3,616,242,201**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**3,616,242,201**
1512-1	**DETTE INTERNE**		**985,600,000**
1512-1-11	**INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE**		**840,000,000**
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	840,000,000	
1512-1-12	**AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES**		**25,600,000**
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,600,000	
	8- AMORTISSEMENT DE LA DETTE	23,000,000	
1512-1-13	**AUTRES CREANCIERS INTERNES**		**120,000,000**
	8- AMORTISSEMENT DE LA DETTE	120,000,000	
1512-2	**DETTE EXTERNE**		**2,630,642,201**
1512-2-11	**DETTE MULTILATERALE**		**2,453,441,243**
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	757,442,585	
	8- AMORTISSEMENT DE LA DETTE	1,695,998,658	
1512-2-12	**DETTE BILATERALE**		**177,200,958**
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	77,842,498	
	8- AMORTISSEMENT DE LA DETTE	99,358,460	

2211 SENAT DE LA REPUBLIQUE			**126,952,715**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**126,952,715**
2211-1	**SENAT DE LA REPUBLIQUE**		**126,952,715**
2211-1-11	**SENAT DE LA REPUBLIQUE**		**126,952,715**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	91,340,415	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	13,995,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMM. ET PETIT MATERIEL	12,020,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	4,120,000	
	5- IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	75,000	
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	4,402,300	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,000,000	

2212 CHAMBRE DES DEPUTES			**295,629,752**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**295,629,752**
2212-1	**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**		**33,453,492**
2212-1-11	**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**		**31,944,522**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	31,649,710	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	52,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMM. ET PETIT MATERIEL	59,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	83,812	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	100,000	
2212-1-12	**QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS**		**1,508,970**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	1,478,970	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	10,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMM. ET PETIT MATERIEL	20,000	
2212-2	**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**		**262,176,260**
2212-2-11	**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**		**262,176,260**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	167,801,572	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	36,028,431	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMM. ET PETIT MATERIEL	22,252,557	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	34,994,000	
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	938,700	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	161,000	

3211 CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE			**249,703,264**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**249,703,264**
3211-2	**SERVICES CENTRAUX TECHNIQUEMENT DÉCONCENTRÉS**		**249,703,264**
3211-2-12	**COUR DE CASSATION**		**25,094,750**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	21,608,024	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	428,600	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMM. ET PETIT MATERIEL	1,065,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,015,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	978,126	
3211-2-13	**COUR D'APPEL**		**27,058,022**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	25,350,999	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	500	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMM. ET PETIT MATERIEL	1,706,323	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	200	
3211-2-14	**TRIBUNAUX**		**197,550,492**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	192,024,780	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,250,700	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMM. ET PETIT MATERIEL	3,850,499	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	224,313	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	200,200	

4111	**COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF**		**111,955,476**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**106,955,476**
4111-1	**COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF**		**106,955,476**
4111-1-11	**CONSEIL DE LA COUR**		**106,955,476**
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	90,146,976	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6,896,500	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMM. ET PETIT MATERIEL	3,600,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,621,000	
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	1,000,000	
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3,691,000	
CREDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME			**5,000,000**
4111-1	**COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF**		**5,000,000**
	4111-1-12 CSCCA	5,000,000	
	4111-1-12-50 PROGRAMME D'INVESTISSEMENT AUTRES SECTEURS	*5,000,000*	

4211 CONSEIL ELECTORAL			**68,610,554**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**57,410,554**
4211-1	**CONSEIL ELECTORAL**		**57,410,554**
4211-1-11	**CONSEIL ELECTORAL**		**57,410,554**
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	43,004,804	
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,913,000	
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMM. ET PETIT MATERIEL	3,550,000	
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	4,942,750	
CREDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME			**11,200,000**
4211-1	**CONSEIL ELECTORAL**		**11,200,000**
	4211-1-11 CONSEIL ELECTORAL	11,200,000	
	4211-1-11-50 PROGRAMME CEP	*11,200,000*	

4212- OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN		**7,851,000**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE		**7,851,000**
4212-1 OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN		**7,851,000**
4212-1-12- OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN		**7,851,000**
1- DEPENSES DE PERSONNEL	4,083,503	
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,622,000	
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMM. ET PETITS MATERIELS	1,111,147	
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	592,180	
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	342,170	

4311 UNIVERSITÉ D'ETAT D'HAITI			**327,345,000**
CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION ET ARTICLE			**277,345,000**
4311-1	**SERVICES CENTRAUX**		**277,345,000**
4311-1-11	**RECTORAT DE L'UNIVERSITÉ D'ETAT D'HAITI**		**277,345,000**
	7- SUBV, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC ,INDEMN.	277,345,000	
CREDIT D'INVESTISSEMENT PAR SECTION ET PROGRAMME			**50,000,000**
4311-1	**SERVICES CENTRAUX**		**50,000,000**
	4311-1-11 RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	50,000,000	
	4311-1-11-50 PROGRAMME D'APPUI A L'UEH	*50,000,000*	

* * * * * * * *

* * * * * *

* * * *

* *

Presses Nationales d'Haïti - Rue Hammerton Killick No. 231 • Tél.: (509) 222-1744 / 222-1745 • E-mail : pndh-moniteur@hainet.net
Boîte Postale 1746, Port-au-Prince, Haïti, Grandes Antilles.
Dépôt Légal: 85-01-027 Bibliothèque Nationale d'Haïti • ISSN 1683-2930.